

Yousfi : «L'Opep doit baisser sa production»

Page 5

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3449 - Lundi 29 décembre 2014 - Prix : 10 DA

En dépit de leur validité

Des commerçants refusent les coupures de 200 DA

Page 24



Contrairement aux années précédentes

Les pétards se font rares pour le Mouloud

Page 2

Cette crise qui n'en finit pas

Par Mohamed Habili

Le monde est toujours plongé dans la plus grande crise économique depuis celle des années 1930, dont on sait comment elle s'est résolue, mais comme on n'en parle plus autant qu'il y a encore quelques mois, on croirait presque qu'elle est dépassée, que le choc, pour rude et exceptionnel qu'il fut, a fini par être absorbé. Or personne, c'est-à-dire aucun des organismes autorisés, comme le FMI par exemple, ne s'est encore avisé d'annoncer la fin de cette crise. Ce qui le cas échéant aurait tout de même constitué une vraie bonne nouvelle à l'expiration d'une année mauvaise à bien des égards. A défaut d'une institution internationale, on pouvait du moins s'attendre à ce que la banque centrale américaine, la FED, prenne cette initiative, du moment que l'économie américaine non seulement est sortie de la zone rouge mais a renoué avec la croissance. Et quelle croissance ! Elle a dépassé les espérances. Son taux est monté à 5% au troisième trimestre de l'année qui s'en va, un score que même les BRICS, à l'exception de la Chine, ne peuvent plus se permettre. Mais la FED s'est bien gardée d'annoncer urbi et orbi la fin de la crise en dépit des bonnes performances de l'économie américaine.

Suite en page 3

Opérations sécuritaires

L'armée poursuit la traque des terroristes



Ph > D. R.

Les résultats spectaculaires sur le terrain de la lutte antiterroriste, avec l'élimination de plusieurs chefs terroristes au cours d'opérations plus précises encore, n'a fait qu'inciter les éléments de l'ANP à aller de l'avant dans le processus d'éradication totale du terrorisme dans notre pays. La préoccupation des forces de sécurité de rétablir de manière définitive la sécurité des personnes et de leurs biens à travers les quatre coins de l'Algérie a été appuyée par un vaste déploiement de milliers de soldats.

Lire page 3

Commerce

Tous ces produits qui passent à travers les mailles du contrôle...

Page 4

Une harmonie de différents genres musicaux

Le spectacle «De Séville à Tunis» à Alger

Page 13

Contrairement aux années précédentes

Les pétards se font rares pour le Mouloud

■ D'habitude, les étals de pétards se trouvaient partout. Des explosions sont entendues à tout moment, annonçant l'approche de cette fête religieuse. Les importations auraient chuté et les autorités contrôlent mieux les marchés. Les différentes saisies en temps record attestent de la volonté des responsables à arrêter la circulation de ces produits dangereux clairement interdits par la loi.



Par Meriem Benchaouia

A l'orée de chaque célébration du Mawlid ennabaoui, les produits pyrotechniques inondent le marché de l'informel. Chaque année, le même scénario se répète. Toutefois, ces produits prohibés sont en diminution remarquable cette année. D'habitude, les étals de pétards se trouvaient partout. Des explosions sont entendues à tout moment, annonçant l'approche de cette fête religieuse. Les importations auraient chuté et les autorités contrôlent mieux les marchés. Les différentes saisies en temps record attestent de la volonté des responsables à arrêter la circulation de ces produits dangereux clairement interdits par la loi. Dans plusieurs villes, les services de sécurité ont saisi de grandes quantités de produits pyrotechniques. Grâce à un dispositif de contrôle intense déployé par les services des Douanes algériennes, la valeur de la marchandise saisie cette année dépasse les 134 millions de dinars. L'appât du gain facile et exonéré d'impôts justifie en vérité l'engouement certain pour ce commerce. Ainsi, des milliards de centimes partent en fumée chaque année faisant la fortune de quelques-uns qui profitent au maximum de l'aubaine. Devant l'incapacité des autorités

à mettre un terme au fléau, cette pratique devient de plus en plus dangereuse. Dans les marchés informels et les ruelles à l'intérieur des quartiers, les pétards, plutôt de véritables petites bombes, se vendent comme des galettes au su et au vu de tout le monde. Dans les étals des vendeurs informels des rues d'Alger, les clients ont un large choix. Avec les mesures de restriction prises par les autorités, l'offre est faible alors que la demande est forte. Ce qui a engendré une véritable flambée des prix. Les tarifs varient entre 400 et 900 DA pour les plus petits pétards, et peuvent atteindre 3 000 DA pour les feux d'artifice tels que El Bouq et le Bazooka. «Le rythme des ventes va s'accélérer à mesure que la célébration du Mawlid approche», nous annonce un jeune vendeur rencontré au marché Clauzel, à Alger. Malgré les gros efforts de prévention contre l'utilisation des produits pyrotechniques lancés par la Protection civile et la Gendarmerie nationale pour éviter la tragédie et les accidents, on enregistre tous les ans des drames dans les mêmes circonstances. L'année dernière, il y a même eu un mort. «Chaque année, durant la commémoration de la naissance du Prophète Mohamed (QSSSL), plus de 5 000 personnes sont transférées aux urgences des hôpitaux algé-



Ph.D. R.

riens, souffrant de graves brûlures et blessures au niveau des yeux, du visage et du cou. Les blessures, occasionnées par l'usage des pétards, engendrent dans plusieurs cas des handicaps chroniques», avait affirmé le premier responsable de la Forem. S'exprimant sur les chiffres alarmants des blessures causées par les pétards, P'Khiati a souligné que, durant l'année dernière, près de 1 000 cas ont

été enregistrés sur tout le territoire national. Un chiffre dérisoire, selon lui, et ce, en raison des prix exorbitants de ces engins, ainsi que des dispositions sécuritaires sévères adoptées au niveau du port et des barrages pour saisir la marchandise, jugée d a n g e r e u s e . P' Khiati a mis l'accent sur l'importance des campagnes de sensibilisation, notamment au niveau des mosquées, afin d'in-

former la population sur les dangers de l'usage des pétards. Il convient par ailleurs de rappeler que l'année passée les différents services de sécurité ont enregistré une saisie record de pétards de différents types, formes et tailles et d'autres produits pyrotechniques. Au cours d'une semaine, plus 500 000 pétards ont été saisis par ces services au niveau national.

M. B.

Mawlid Ennabawi La Protection civile prévient contre les dangers des produits pyrotechniques

LA PROTECTION civile a appelé hier les citoyens, notamment les jeunes, à la prudence lors de l'utilisation des produits pyrotechniques durant la fête du Mawlid Ennabawi. Afin de réduire les conséquences générées par l'utilisation de ces produits «dangereux», la Protection civile a appelé, dans un communiqué, les citoyens et particulièrement les jeunes «à un maximum de prudence en raison de leur disponibilité sur le marché informel». Elle a rappelé que «l'utilisation abusive et dangereuse de produits pyrotechniques, qui sont du reste interdits, cause chaque année des blessures graves aux personnes et des incendies dans les habitations et les établissements recevant du public». La Protection civile a recommandé aux citoyens de «ne pas utili-

ser ces produits à l'intérieur des habitations, devant les hôpitaux, près des voitures, des stations d'essence et des écoles, et de ne pas les laisser à la portée des enfants». Elle a averti aussi contre la manipulation des bougies et cierges qui «ne doivent pas être laissés allumés sans surveillance et doivent être placés sur des supports stables et non inflammables, loin des tentures et meubles» afin d'éviter la survenance d'incendies. «La manipulation des bougies doit se faire en présence des adultes qui sont appelés à enseigner aux enfants à être prudents lorsqu'ils sont près d'une bougie allumée», a souligné le communiqué, qui a rappelé que le numéro 14 est à la disposition du citoyen en cas d'accident ou d'incendie.

T. B.

Tribunal d'Alger

Procès aujourd'hui de sept terroristes

Le procès de sept présumés terroristes, impliqués dans des assassinats, attentats à la bombe dans des lieux publics, rapt et viols commis depuis 1997 à Alger et ses environs, débutera lundi devant le tribunal criminel d'Alger, a-t-on appris dimanche auprès du parquet. Parmi les accusés figure le dénommé Hocine Kobbi, à l'ori-

gine également du démantèlement d'une cellule du groupe islamique armé (GIA) à Alger, selon les attendus contenus dans l'arrêt de renvoi. Les accusés doivent répondre des chefs d'accusation de «création d'un groupe terroriste armé, de massacre avec pose de bombes dans des lieux publics, assassinats, rapt et viols», selon la

même source. L'affaire remonte à 1997 lorsque l'accusé, Hocine Kobbi, a été chargé par le groupe islamique armé (GIA) sévisant à Alger de poser une bombe artisanale à la gare ferroviaire de Gué de Constantine. L'engin a explosé entre les mains de Kobbi, le rendant aveugle. Malgré son handicap, l'accusé Kobbi a continué d'être

un élément de soutien et d'appui pour ce groupe terroriste, car il s'est chargé d'obtenir des renseignements ainsi que le transport des terroristes pour commettre des attentats dans plusieurs zones de la capitale. Chargé par l'émir du GIA, Rachid Abou Tourab, d'exécuter un attentat suicide à la ceinture explosive, Hocine Kobbi décida

alors d'informer les forces de sécurité sur les activités de ce groupe terroriste. Il a également informé les forces de sécurité des caches des groupes terroristes, ce qui a permis l'arrestation de plusieurs personnes et la récupération d'armes et de munitions de guerre.

Safy Gh.

Opérations sécuritaires

L'armée poursuit la traque des terroristes

■ Les résultats spectaculaires sur le terrain de la lutte antiterroriste, avec l'élimination de plusieurs chefs terroristes au cours d'opérations plus précises encore, n'a fait qu'inciter les éléments de l'ANP à aller de l'avant dans le processus d'éradication totale du terrorisme dans notre pays. La préoccupation des forces de sécurité de rétablir de manière définitive la sécurité des personnes et de leurs biens à travers les quatre coins de l'Algérie a été appuyée par un vaste déploiement de milliers de soldats.

Par Hamid Messir

Les forces de sécurité ont accentué la lutte antiterroriste durant les derniers mois de l'année 2014, multipliant leurs opérations sur le terrain, notamment dans les zones réputées abriter les rares groupes armés. Les unités de l'Armée nationale populaire (ANP) versées dans la lutte antiterroriste ont réussi à porter plusieurs coups durs aux résidus du terrorisme qui tentent vainement de se reconstituer. La dégradation des conditions sécuritaires dans les pays voisins, notamment le Mali et la Libye, a quelque peu amené l'ANP à adopter une nouvelle stratégie de lutte contre le terrorisme et le crime organisé en général, s'appuyant sur des moyens modernes pour traquer ces semeurs de terreur. Depuis quelques semaines, les opérations antiterroristes sont menées avec un rythme plus soutenu, surtout après l'enlèvement suivi de l'assassinat de l'alpiniste français Hervé Gourdel dans les monts de Tikjda, en haute Kabylie. La décapitation du ressortissant français qui avait secoué l'Algérie et la découverte de terroristes faisant allégeance à l'organisation terroriste internationale sous la nouvelle appellation d'Etat Islamique (EI) ou encore Daech, a amené l'ANP à réviser ses plans de lutte contre les résidus du terrorisme en renforçant sa présence sur le terrain. Cette dernière s'est concrétisée par le déploiement d'effectifs supplémentaires ou encore



la mise en place de nouveaux points de surveillance à des endroits très reculés du pays pris comme zones de repli des groupes armés. Les résultats spectaculaires sur le terrain de la lutte antiterroriste, avec l'élimination de plusieurs chefs terroristes au cours d'opérations plus précises encore, n'a fait qu'inciter les éléments de l'ANP à aller de l'avant dans le processus d'éradication totale du terrorisme dans notre pays. La préoccupation des forces de sécurité de rétablir de manière définitive la sécurité des personnes et de leurs biens à travers les quatre coins de l'Algérie a été appuyée par un vaste déploiement de milliers de soldats aux frontières pour faire face à des menaces

qui pèsent lourdement sur la stabilité et la paix du pays. La maîtrise des opérations de surveillance des vastes frontières du pays constitue également un appui considérable à la lutte contre ces groupes armés qui longtemps se sont fournis en armes auprès des pays voisins confrontés aux problèmes sécuritaires d'une grande complexité. Cela a également affaibli ces groupes armés, contraints de se replier dans des zones réduites, rendant ainsi la tâche des unités engagées dans la lutte antiterroriste moins difficile. Durant l'année 2014, les éléments de l'ANP ont réussi à abattre plus d'une centaine de terroristes au cours d'opérations de ratissage et d'embuscades menées par les

différents secteurs militaires opérationnels à travers le pays, en plus de l'interception de plus d'une dizaine d'autres qui tentaient de s'introduire sur le territoire national depuis les frontières du sud du pays. Des milliers d'armes et des quantités considérables de munitions et autres objets utilisés par les terroristes ont été saisis durant la même période. Parmi ces coups durs portés aux groupes armés reste, pour ces derniers jours de 2014, l'élimination spectaculaire du chef terroriste l'«émir» Gouri Abdelmalek, à la tête du groupe auteur du rapt et de la décapitation du français Hervé Gourdel, par une unité spéciale de l'ANP aux Issers dans la wilaya de Boumerdès, lundi dernier. Cette opération qualitative, qui a permis de neutraliser cet ancien terroriste au maquis depuis plus de 14 ans, a été précédée par l'élimination de trois autres individus armés dans la région de Sidi Daoud (Boumerdès). Le lendemain, deux autres terroristes avaient été éliminés à Akerrou dans la wilaya de Tizi Ouzou.

La traque des terroristes sera poursuivie, comme ont tenu à le réaffirmer à plusieurs occasions les responsables des forces de sécurité, à leur tête le général de corps d'armée Ahmed Gaid Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, jusqu'à l'éradication totale des résidus du terrorisme dans notre pays.

H. M.

Coopération

Algérie et Tchad œuvrent à la «consécration du dialogue politique en Libye»

Malgré leurs positions divergentes quant à l'intervention étrangère en Libye, l'Algérie et Tchad affirment leur consécration du dialogue politique en Libye. C'est ce qui ressort d'une déclaration faite en marge de la visite d'Etat du président tchadien en Algérie. Le président tchadien Idriss Deby, en visite d'Etat en Algérie depuis samedi, s'est entretenu avec plusieurs responsables algériens en vue d'analyser plusieurs questions d'intérêt commun sur la scène internationale, notamment en Afrique. Cette visite, qui prend fin aujourd'hui, vise également à conjuguer les efforts des deux pays avec ceux d'autres pays de la sous-région, au service de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans l'espace sahélo-saharien, notamment au Mali et en Libye. Au terme de sa seconde journée à Alger, le président tchadien, Idriss Deby Itno, s'est entretenu hier avec le Premier ministre, Abdelmalek Sellal. L'entretien qui a eu lieu à

la résidence d'Etat de Zeralda, s'est déroulé en présence du ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, et le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel. Le président tchadien s'est également entretenu hier avec le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mohamed Larbi Ould Khelifa. Le président de l'Assemblée populaire nationale, a indiqué que l'Algérie et le Tchad œuvraient à la consécration du dialogue politique en Libye. Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa rencontre avec le président tchadien, Idriss Deby Itno, M. Ould Khelifa a souligné que «les entretiens ont également porté sur la situation en Libye où nous œuvrons tous à la consécration du dialogue politique et la fin de la violence et du conflit qui détruit ce pays». «L'Algérie, qui est liée au peuple libyen par des relations historiques étroites, œuvre pour que ce pays puisse sortir très vite de

cette situation et choisir son régime sans intervention étrangère», a affirmé le président de l'APN. L'Algérie «déploie de grands efforts pour que la stabilité et la sécurité règnent dans les pays voisins et en Afrique», a-t-il ajouté. L'Algérie et le Tchad sont confrontés aux mêmes défis sécuritaires, a dit M. Ould Khelifa, soulignant la détermination des deux pays à «faire triompher la volonté du dialogue politique au Mali». Le président de l'APN a précisé que la visite du président tchadien en Algérie visait à renforcer les relations bilatérales qu'il a qualifiées d'«excellentes». Les entretiens entre les deux parties ont porté sur les domaines de la coopération bilatérale, a-t-il dit, précisant que la création d'une commission d'amitié et de coopération entre les Parlements des deux pays avait été convenue à cette occasion.

Synthèse de Yasmine Ayadi

LA QUESTION DU JOUR

Cette crise qui n'en finit pas

Suite de la page une

On a même cru déceler une certaine crainte, un certain déplaisir, dans le son de cloche dominant outre-Atlantique, de ce que par la force des choses ce soit maintenant le tour de l'économie américaine de servir de locomotive à l'économie mondiale, rôle dévolu jusque-là aux pays émergents à forte croissance, en particulier à la Chine, désormais la première puissance économique à l'aune de la production globale. Il faut croire que les Américains ne croient pas que leur économie se soit suffisamment rétablie pour être en mesure d'entraîner dans son sillage toute l'économie mondiale sur la voie de la croissance. A se demander si leur propre relance n'est pas quelque part tributaire des mauvais résultats enregistrés ailleurs, et plus particulièrement en Europe, où plus que jamais menacent récession et déflation. La troisième grande économie, celle du Japon, est déjà retombée en récession pour sa part. En fait, si les Américains ne croient pas que leur propre relance soit l'hirondelle annonciatrice d'une nouvelle phase de prospérité à l'échelle mondiale, c'est au moins pour deux bonnes raisons. La première est qu'ils n'oublient pas qu'ils n'ont pu se maintenir la tête hors de l'eau pendant toutes ces années que grâce à une création monétaire tous azimuts. Celle-ci a consisté, pour reprendre une image parlante inventée par un responsable sud-américain, à déverser par hélicoptères une pluie ininterrompue de dollars sur leur économie. Cela ils n'auraient pu le faire si leur monnaie n'était pas le dollar, la principale monnaie de réserve dans le monde. La deuxième raison tient à l'heureuse conjoncture du début de la production en grand des hydrocarbures non conventionnels, ce qui a eu pour conséquence de donner du pouvoir d'achat aux ménages américains par la baisse du coût de l'énergie dans leur budget. C'est l'accroissement de la consommation qui explique le retour de la croissance aux Etats-Unis. Mais comment ne pas voir que la même cause qui a boosté l'économie américaine a dans le même temps réduit de façon importante les revenus d'un pays comme le nôtre ? Là aussi la relance américaine s'est traduite par un recul ailleurs. Pour un pays comme le nôtre, c'est en partie par ce biais qu'il a été rattrapé par la crise, qui l'avait épargné jusqu'à cette fin d'année. Mais en partie seulement, la chute du prix du pétrole conventionnel ne s'expliquant pas que par l'excès d'offre dû à l'arrivée sur le marché du pétrole conventionnel, mais également par la crise mondiale, qui a fait baisser la demande. M. H.

Tous ces produits qui passent à travers les mailles du contrôle...

■ Des produits importés non conformes ou contrefaits sont écoulés au marché national causant des incidents parfois dangereux, voire mortels, aux consommateurs qui se plaignent des carences de contrôle de ces marchandises...

Par Meriem Chraïtia

Le nombre des opérations de contrôle de qualité des produits, notamment importés, ne reflète pas nécessairement l'efficacité de ces interventions, admet un haut responsable au ministère du Commerce qui estime que la responsabilité incombe, en premier, à l'importateur.

Des produits importés non conformes ou contrefaits sont écoulés au marché national causant des incidents parfois dangereux, voire mortels, aux

consommateurs qui se plaignent des carences de contrôle de ces marchandises.

Mais pour le ministère du Commerce, leurs services de contrôle ne sont pas les seuls responsables à s'assurer de la qualité des produits puisque la loi relative à la protection du consommateur en vigueur oblige également l'importateur à vérifier la conformité des produits importés, souligne à l'APS le directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes auprès de ce département ministériel, Bouras Mimoun.

Selon lui, la responsabilité ne peut pas être portée par les seuls services de contrôle alors que l'importateur est soumis obligatoirement à vérifier la marchandise importée en application du décret exécutif 13-327 du 20 septembre 2013 portant sur la garantie des biens et des services.

Ce texte oblige l'intervenant, qu'il soit importateur, commerçant ou producteur, «de livrer au consommateur un bien ou un service conforme au contrat de vente et d'être responsable des défauts existants lors de la livraison» de ces produits.

Lors du contrôle des produits importés (produits industriels, alimentaires et cosmétiques), les agents de contrôle doivent se référer à des normes spécifiques, explique le même responsable qui note qu'en cas de non-conformité du produit à ces normes, l'importateur risque de voir sa marchandise interdite provisoirement ou définitivement.

Près d'un million d'interventions de janvier à fin octobre

Que ce soit pour les produits importés ou produits localement,



Des articles contrefaits dangereux

les services de contrôle du ministère du Commerce ont opéré près de 944 000 interventions durant les dix premiers mois de l'année 2014, au cours desquelles il a été enregistré 181 000 infractions.

La valeur des marchandises saisies, durant ces opérations, a été évaluée à 1,16 milliard de dinars, avec l'établissement de 167 000 procès-verbaux et la fermeture de 12 000 locaux.

Le contrôle des produits industriels a dépassé, quant à lui, 104 000 opérations ayant donné lieu à 7 854 infractions et des saisies de marchandises d'une valeur de 30 millions DA.

Selon Bouras, le nombre d'opérations de contrôle au niveau des frontières a atteint les 82 000, entre janvier et fin octobre 2014, ayant permis de formuler 1 167 décisions de refoulement de marchandise dont la

majorité concerne des produits industriels pour une quantité estimée à 70 000 tonnes.

La majorité des infractions concerne la non-conformité aux normes, le non-affichage des prix et des taxes, la non-facturation ainsi que l'exercice d'activité sans registre du commerce.

Par ailleurs, la Direction générale du contrôle économique et de la répression des fraudes a adressé, en octobre dernier, une circulaire aux inspections régionales les appelant à intensifier le contrôle des appareils de chauffage, et ce, aussi bien au niveau des frontières que sur le marché national.

Entrée en service en 2016 du laboratoire de contrôle des produits industriels

En outre, Bouras avance que

ses services œuvrent actuellement à améliorer la qualité du contrôle car, admet-il, le nombre des interventions ne reflète pas systématiquement une bonne qualité des opérations de contrôle.

Aussi, l'entrée en service en 2016 du Laboratoire national de contrôle des produits industriels de Sidi Abdellah (Alger) devrait non seulement renforcer les capacités du contrôle dans le secteur mais aussi effectuer des tests de contrôle efficaces sur ces produits sensibles objets de contrefaçon.

Ce laboratoire, formé de 12 filières, interviendra dans le contrôle des produits industriels essentiellement (matériaux de construction, produits électroménagers, pièces de rechange...).

M.C./APS

Locaux situés dans les constructions inachevées Une circulaire portant fermeture en cours d'examen

LE MINISTRE de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune a affirmé samedi à Alger qu'une circulaire portant fermeture des locaux et espaces commerciaux situés dans les constructions inachevées était en cours d'examen. Invité du Forum *El Moudjahid*, Tebboune a précisé que son département ministériel avait soumis au Premier ministre un projet de circulaire portant fermeture des locaux situés dans les constructions inachevées en vue d'astreindre les propriétaires à parachever les façades des constructions avant d'en exploiter les locaux à des fins commerciales. Le texte de loi en cours d'examen interdit aux notaires de rédiger des contrats (location et achat) en l'absence du certificat de conformité de la construction. La circulaire s'inscrit dans le cadre de la mise en application de la loi 08/15 définissant les règles de conformité des constructions. A cet effet, une opération de grande envergure a été menée pour la réception des dossiers de régularisation de la situation des constructions avant août 2012, les délais ont été prolongés à août 2013 puis à 2016.

«Toute construction dont la situation n'aura pas été régularisée avant ces délais sera démolie», a martelé le ministre. Par ailleurs, Tebboune a fait savoir que de nouveaux textes de loi seraient élaborés concernant le classement des bureaux d'études en vue de valoriser le rôle des architectes nationaux. Le cadre juridique en vigueur favorise l'ouverture de bureaux individuels d'architectes au lieu des grands bureaux d'études, d'où le recours massif aux bureaux étrangers.

R N

Accord avec des opérateurs étrangers

Création de cinq usines de logements préfabriqués

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, samedi à Alger, la conclusion d'un accord avec cinq opérateurs étrangers pour la création d'usines de logements préfabriqués qui permettront de renforcer les capacités de réalisation nationales.

Tebboune a précisé lors du Forum *El-Moudjahid* que son département ministériel était parvenu la semaine dernière à un accord avec cinq entreprises étrangères pour le transfert des techniques de construction modernes à travers la création d'usines de logements en Algérie.

Le ministère avait lancé début 2014 un avis d'appel d'offres à

l'adresse des entreprises de construction nationales et étrangères pour la création d'usines de logements moyennant des avantages accordés par les pouvoirs publics en Algérie, dont des contrats d'achat garantis pendant cinq ans et des facilités en matière de foncier.

Ces projets s'ajoutent aux cinq usines qui seront créées en 2015 par la société de gestion des participations de l'Etat «SGP-Indjab» dans le cadre de la modernisation des moyens nationaux de réalisation et qui permettront de réduire les coûts et les délais de réalisation et d'augmenter l'attractivité du secteur de la construction sur le marché du travail.

La stratégie visant à intensifier

les projets en matière d'industrialisation du logement permettra d'accroître les capacités de réalisation pour venir à bout de la crise du logement à l'horizon 2019. Le ministre prévoit la réalisation de 1,6 million d'unités, dont 400 000 dans le segment de la location-vente, au titre du prochain programme quinquennal (2015-2019). Concernant le financement de ce programme dans le contexte de la baisse des cours du pétrole, Tebboune a précisé que les ressources financières du secteur permettaient la prise en charge «totale» de tous les projets qui seront lancés, soulignant que le secteur était dans une phase de retour sur investissements.

Il a, à cet égard, cité la vente

de 571 000 logements relevant des OPGI et les revenus provenant des mensualités du programme AADL 1 de 2001.

Le ministre a également évoqué les capitaux issus du versement par les soumissionnaires du nouveau programme AADL de la première tranche, précisant que plus de 365 000 soumissionnaires 2013 avaient reçu leurs ordres de paiement.

Le gouvernement a par ailleurs décidé d'interdire l'utilisation des produits de construction importés lorsque les mêmes sont produits localement dans le cadre des mesures protectionnistes prises par l'Etat pour soutenir la production nationale et à limiter le recours à la devise.

Assia H.

Pour corriger les déséquilibres du marché

Yousfi : «L'Opep doit baisser sa production»

■ L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) doit baisser sa production pour corriger les déséquilibres du marché pétrolier, en déprime depuis juin dernier, a indiqué samedi le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi.

Par Yanis T.

«**L'**Opep doit (intervenir) pour corriger (les déséquilibres) du marché par la baisse de sa production», a déclaré le ministre, lors d'un point de presse animé à l'issue de sa visite au premier forage de gaz de schiste en Algérie dans le bassin d'Ahnet (Tamanrasset).

M. Yousfi a expliqué que l'Algérie ne partageait pas la position des gros producteurs au sein de l'organisation, selon laquelle l'Opep doit cesser d'intervenir pour réguler le marché et de le laisser se stabiliser de lui-même. «Ce n'est pas notre avis. Pour nous l'Opep doit intervenir pour corriger les déséquilibres,

en procédant à une coupe de sa production afin de faire remonter les prix et de défendre les revenus de ses pays membres», a-t-il dit.

Sans les nommer, le ministre a expliqué que ces gros producteurs ont adopté cette position de crainte de voir les pays non membres de l'organisation monter en puissance grâce à une explosion de la production de pétrole de schiste.

Selon lui, ces gros producteurs ont défendu leur position par le fait que les baisses opérées par l'organisation par le passé ont toujours profité aux pays non membres de l'Opep qui gagnaient des parts de marché supplémentaires à leurs dépens.

Ces pays évoquent également la montée du pétrole de

schiste américain qui a rafflé d'importantes parts de marché lorsque les prix étaient élevés, a enchaîné le ministre, indiquant que le marché s'est retrouvé avec un surplus de production provenant des pays non membres de l'Opep.

En 2014, la production des pays non membres de l'Opep a progressé de deux millions de barils/jour, alors que la croissance de la demande mondiale de pétrole atteignait à peine un million de barils /jour, accentuant davantage les tensions sur le marché. «Malheureusement nous n'avons pas été suivis dans cette voie. Il y des considérations (des gros producteurs) comme celles que je viens d'évoquer, il peut y avoir d'autres», a enchaîné le ministre, faisant allusion à des



Youcef Yousfi, ministre de l'Energie

facteurs géostratégiques qui pourraient avoir influé sur l'évolution des cours de brut depuis juin passé.

Il a estimé, à ce titre, qu'il était nécessaire de maintenir le dialogue au sein de l'Opep et aussi avec les autres pays non membres de l'Organisation car les objectifs de ces producteurs

sont les mêmes. Côté prévision, le ministre, citant des anticipations d'analystes, a indiqué que les cours pourraient évoluer entre 60 et 70 dollars en 2015 avec une possibilité d'augmenter davantage durant le quatrième trimestre de l'année prochaine et d'atteindre les 80 dollars en 2016.

Y. T./APS

Gaz de schiste

Les résultats du premier forage-pilote «très prometteurs»

L'Algérie a effectué avec succès son premier forage-pilote de gaz de schiste dans le bassin d'Ahnet (In Salah), qui s'est avéré «très prometteur», a indiqué samedi le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi.

«Nous assistons au succès de la première opération réelle de l'exploration de gaz de schiste dans le bassin d'Ahnet où nous avons réussi à produire du gaz extrêmement compact situé dans des roches imperméables», a déclaré M. Yousfi, lors d'un point de presse tenu à l'issue de sa visite d'inspection au premier forage-pilote de schiste en Algérie. M. Yousfi était accompagné, lors de cette visite de travail, par le ministre des Ressources

en eau, Hocine Necib, et la ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement, M^{me} Dalila Boudjemaa.

Ce premier puits-pilote foré par Sonatrach en effort propre a confirmé l'existence de réserves importantes de gaz de schiste dans le bassin d'Ahnet, situé à In Salah, à 50 km de Tamanrasset, selon M. Yousfi. Ce puits «nous laisse envisager la possibilité d'aller de l'avant dans l'exploitation éventuelle de ces ressources gazières non conventionnelles», a-t-il poursuivi, précisant que les études menées dans le bassin d'Ahnet, grâce à ce premier forage, ont permis de révéler l'existence d'un troisième périmètre contenant du gaz de

schiste, qui s'étend sur 100 000 km², a fait savoir M. Yousfi. Les estimations des réserves faites par Sonatrach pour Ahnet tablent sur deux milliards de m³ pour chaque km², soit des réserves globales de 200 000 milliards de m³ de gaz pour tout ce bassin, dont 10% peuvent être extraites, soit 20 000 milliards de m³ de gaz récupérables.

Dans ce sens, le ministre a considéré que «ces ressources étant certainement très importantes et utiles pour le pays, nous ne pouvons pas les laisser inexploitées». Le forage de AHT1 H2, premier puits-pilote de gaz de schiste en Algérie, a été entamé en août 2008 sur une profondeur

de 1 800 mètres en vertical et de 2 000 mètres en horizontal. Dans le même bassin d'Ahnet, le groupe Sonatrach a déjà entamé le forage d'un deuxième puits-pilote, AHT1 H1, sur les cinq puits d'exploration prévus à cet effet. La phase de développement qui précède celle de la production pourrait intervenir dans trois ans, selon les estimations du groupe Sonatrach. Pour autant, la phase production ne pourrait être envisagée que si la rentabilité commerciale du gaz d'Ahnet est prouvée, a affirmé le ministre. Pour le bassin d'Ahnet, comme pour d'autres projets de production des hydrocarbures, le groupe Sonatrach a prévu une gestion intégrée des rejets de

forage pour une meilleure protection de l'environnement, qui permet de recycler et de réutiliser de la boue ainsi que les eaux utilisées sur chantier dans l'opération de la fracturation hydraulique qui libère le gaz de schiste de la roche qui le renferme.

Ali Tahraoui

Djezzy partenaire du Salon national de l'artisanat

Djezzy, premier opérateur de téléphonie mobile en Algérie, est le sponsor de la deuxième édition du Salon national de l'artisanat qui se tient du 27 décembre au 3 janvier au Centre des Conventions d'Oran.

Organisé sous le haut patronage de Madame la ministre du Tourisme et de l'Artisanat et Madame la ministre déléguée chargée de l'Artisanat, ce salon permettra aux participants de se rapprocher des dispositifs de soutien à l'emploi et la création d'entreprises comme l'Angem, l'Ansej et la Cnac, des établissements de formation et du fonds de soutien à l'artisanat. Il permettra également au public une initiation à la formation dans des métiers artisanaux à la faveur d'organisation d'ateliers encadrés par des artisans. Djezzy, entreprise citoyenne, accompagnera la chambre de l'artisanat et des métiers pendant ce salon qui compte cette année près de 350 participants venant des différentes wilayas du pays. Sur place, un stand Djezzy a été aménagé pour faire découvrir aux visiteurs les nouveaux produits et solutions de l'opérateur. **Communiqué**

A fin 2014

60 milliards de dollars de recettes pétrolières attendus

Les recettes pétrolières devraient s'établir à 60 milliards (mds) de dollars à fin 2014 contre 62 milliards de dollars en 2013, soit une baisse de 2 milliards de dollars, a indiqué samedi le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi.

Jusqu'ici, «nous avons réalisé presque 60 mds de dollars d'exportations (d'hydrocarbures) et nous allons probablement terminer l'année 2014 avec 60 mds de dollars», a déclaré le ministre, lors d'un point de presse à In Salah (Tamanrasset) en réponse à une question sur l'impact de la dégringolade des cours mondiaux de pétrole sur les recettes d'exportations de l'Algérie.

Si en 2014 l'Algérie a préservé le niveau de ses revenus pétroliers malgré la chute des cours de brut, entamée en juin dernier, pour l'année 2015 «personne ne peut prédire quel serait le niveau des recettes pétrolières dans le futur», a observé le ministre qui s'exprimait à l'issue d'une visite d'inspection de deux forages de puits-pilotes de gaz de schiste dans le bassin d'Ahnet situé à In Salah.

De même, les prix du gaz naturel vont sûrement subir l'effet de la baisse des cours du pétrole, puisque son prix est indexé à

celui du brut, a relevé M. Yousfi, tout en prévenant des conséquences défavorables de cette baisse sur les pays gaziers où de grands projets risquent d'être reportés ou carrément annulés pour manque de financements.

En dépit de cette déprime régnant sur les marchés pétroliers et gaziers internationaux, l'Algérie va poursuivre l'intensification de l'exploration de son domaine minier et le développement des gisements déjà découverts, a-t-il assuré.

Grâce à cet effort d'exploration, selon lui, Sonatrach a réussi à découvrir, en 2013 et en 2014, près de 7 milliards de barils équivalent pétrole (Tep) dont 4 milliards de Tep ont renforcé les réserves d'hydrocarbures et comblé le déclin des années précédentes, le reste étant extrait.

A ce propos, il a fait savoir qu'à la fin décembre 2014 le niveau des réserves d'hydrocarbures du pays est nettement supérieur à celui atteint en 1971, soulignant les efforts consentis par le groupe Sonatrach dans l'augmentation de ces réserves.

«Ce qui a été découvert est supérieur à toute la production cumulée depuis près d'un

demi-siècle. C'est une performance qu'il convient de souligner», a noté le ministre.

Sans en fournir les chiffres, M. Yousfi a fait état d'un rebond de la production des hydrocarbures en 2014, après un recul enregistré durant ces dernières années, ajoutant que ce redressement de la production devrait se maintenir jusqu'à 2019 grâce à l'accélération du développement et de l'exploitation de 100 nouveaux gisements. D'ici à 2019, la production de pétrole va progresser de 20% et celle du gaz devrait enregistrer une hausse considérable de l'ordre de 40%, tandis que celles du GPL et du condensat augmenteront de 40% également, selon les prévisions fournies par le ministre.

«Nous ne sommes pas dans le cas de nombreux pays dont les réserves diminuent et la production recule», a-t-il tenu à préciser. Le ministre a annoncé, par ailleurs, la mise en place prochaine d'un partenariat entre le groupe Sonatrach et un partenaire étranger qu'il s'est abstenu d'identifier, pour la fabrication d'appareils de forage en Algérie, précisant que Sonatrach devrait parvenir à un accord avec ce partenaire en début 2015.

Faten Gh.

Premier grand engagement de l'ALN

Kimel se souvient de la bataille de Tbaboucht

■ Si la mémoire des moudjahidine survivants diverge sur la date exacte de la bataille (entre le 27 novembre et le 7 décembre 1954), les témoins restent toutefois unanimes quant aux importantes pertes infligées à l'armée d'occupation qui avait perdu entre 900 et 1 200 soldats.



Ph. : DR

Par Dalil T.

La commune de Kimel (Batna) a commémoré, samedi dans le recueillement, le 60^e anniversaire de la bataille de Tbaboucht, premier grand engagement de l'Armée de libération nationale (ALN) dans les Aurès, peu après le déclenchement de

la Révolution. La cérémonie s'est déroulée au lieu-dit Abassa, distant de 12 km du chef-lieu de cette commune, en présence de citoyens et de moudjahidine dont Lakhdar Oucif, Mohamed Benamor Biouche, Mohamed Djermoune et Djoudi Kiour qui avaient pris part à cet affrontement militaire. Des témoignages vivants sur ce haut fait d'armes

ont été présentés à l'occasion par ceux qui y ont participé. Si la mémoire des moudjahidine survivants diverge sur la date exacte de la bataille (entre le 27 novembre et le 7 décembre 1954), les témoins restent toutefois unanimes quant aux importantes pertes infligées à l'armée d'occupation qui avait perdu entre 900 et 1 200 soldats et qui

avait mis quatre jours pour évacuer les corps. Selon le témoignage du moudjahid Lakhdar Oucif, «ce ne fut pas les 80 moudjahidine, peu armés, présents à cette bataille qui avaient tué autant de soldats ennemis mais ces derniers, postés sur les deux rives opposées d'Oued Lahmar, avaient fini par s'entretuer du fait de l'obscurité et des arbres touffus meublant le site». Un hommage a été rendu, à cette occasion, à la famille du chahid Mohamed Sbaïhi, commandant du groupe de moudjahidine de Tighanimine, qui avait tué le commandant de M'chounech dans la célèbre opération exécutée contre l'autocar de Taghit, le 1^{er} novembre 1954. D. T./APS

Formation au profit d'une soixantaine de jeunes à Oran

Le patrimoine, socle matériel de l'Histoire

PLUS de soixante jeunes bénéficient à Oran d'une formation dédiée au patrimoine, à la nature et à la biodiversité, a-t-on appris jeudi auprès des organisateurs de cette activité qui se tient jusqu'au 2 janvier prochain au quartier historique de Sidi El-Houari.

«Les participants, âgés de 15 à 30 ans, seront formés sur les thèmes de l'interculturalité, du patrimoine matériel et immatériel, du patrimoine naturel et de la biodiversité», a précisé Assia Brahimi, responsable de la cellule de communication de l'Association «Santé Sidi El-Houari» (SDH). Plusieurs sessions sont prévues au titre de cette initiative lancée par «SDH» en partenariat avec l'Association des centres d'animation de quartiers de Bordeaux (ACAQ, France) dans le cadre d'un projet intitulé «Aladin», visant à «promouvoir le bénévolat des jeunes et leur participation au développement socioculturel», a-t-elle expliqué. Les cursus théoriques et pratiques sont dispensés au sein de l'école-chantier de «SDH», sise au cœur du quartier de Sidi El-Houari qui concentre à lui seul la majorité des sites et monuments historiques de la capitale de l'Ouest. «Les stagiaires bénéficient également de l'acquisition d'outils dans le champ de la communication, de la dynamique de groupe, des techniques d'animation interactive, de la vie associative et des thèmes de la culture citoyenne», a indiqué M^{me} Brahimi. La valorisation du patrimoine constitue la vocation principale de l'association «SDH» qui s'évertue chaque année à former des dizaines de jeunes aux divers segments du bâti ancien en vue de leur insertion professionnelle. Dans ce contexte, plus de 160 jeunes issus de l'école-chantier de «SDH» ont pu être intégrés au niveau des chantiers de réhabilitation du vieux bâti de la ville d'Oran. Le projet «Aladin» a été lancé l'été dernier avec le soutien de l'APC d'Oran et le Conseil municipal de Bordeaux, et ce, à la faveur du protocole de jumelage liant les deux villes.

R. H.

Le FFS appelle à refonder le consensus national

La lutte de Libération nationale comme référence

Le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Nebbou Mohamed, a appelé, samedi à Sidi Bel-Abbès, à «refonder le consensus national du temps de la guerre de Libération nationale».

«Il incombe aujourd'hui aux hommes politiques de créer de nouveau l'esprit de consensus qui avait mobilisé les Algériens et Algériennes pour recouvrer leur liberté et leur souveraineté», a souligné M. Nebbou, lors d'une rencontre avec les représentants des fédérations du FFS d'Oran, Chlef, Aïn Defla, Naâma, Saïda et Mascara.

«La reconstruction du consensus national pour l'édification de l'Etat de droit nécessite des efforts de la part des tous les acteurs de

la vie politique», a-t-il ajouté. Mohamed Nebbou a rappelé, au passage, que le FFS ne cesse d'appeler à un dialogue entre toutes les parties politiques comme «seule voie pour le changement et l'édification d'un Etat de droit progressivement et dans un climat d'organisation», affirmant que «le dialogue peut résoudre tous les problèmes».

Le premier secrétaire national du FFS a insisté, dans ce sens, sur la nécessité d'asseoir tout le monde autour d'une table «pour déterminer les priorités afin d'aller vers un avenir où tout Algérien et Algérienne trouve leur place».

«En dépit des différences intellectuelles et idéologiques et des programmes politiques,

la réalisation du consensus national reste une question de méthodologie», a-t-il encore souligné, insistant sur la nécessité de recueillir toutes les propositions pour assurer un dialogue permettant de réaliser une avancée sur les plans politique et démocratique et réunir les conditions d'un développement durable.

Le FFS tiendra prochainement sa première conférence nationale du consensus pour trouver une issue consensuelle, pacifique et démocratique à la situation actuelle répondant aux grands défis politique, économique, social, sécuritaire et culturel, a-t-on indiqué.

R. H.

Rencontre

Les positions de Boumediène «sont toujours d'actualité»

Les participants au 6^e colloque national sur le défunt président Houari Boumediène, ouvert samedi à Guelma, ont mis l'accent sur le caractère «toujours actuel» des positions de Boumediène.

Au cours de cette rencontre de deux jours, coïncidant avec le 36^e anniversaire de sa disparition, organisée à la salle omnisports d'Héliopolis sous le slogan «l'Algérie et les mouvements de libération dans le monde», les séminaristes ont considéré que le chef de l'Etat disparu avait donné à l'Algérie une place enviable dans le concert des nations, notamment par ses positions de soutien indéfectible aux mouvements de libération dans le monde.

Saïd Abadou, secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), a appelé, dans ce contexte, la jeunesse à œuvrer pour que l'Algérie demeure un «Etat respecté» en «convoquant constamment les leçons du long parcours révolutionnaire et militant du président Boumediène, depuis son engagement dans la guerre de Libération nationale, après l'indépendance et jusqu'à sa mort le 27 décembre 1978».

M. Abadou a fait part de son «entière confiance» envers les nouvelles générations qui sauront, selon lui, «relever les défis et construire leur pays Algérie (à) sur les fondations posées par Boumediène, les cadres et les compétences qui l'entouraient».

Il a ajouté, dans ce même contexte, que les jeunes d'aujourd'hui «possèdent les compétences (à) et les connaissances qui faisaient défaut à la génération de Novembre».

De son côté, le secrétaire général de l'Organisation nationale des enfants de moudjahidine (ONEM), Khalfa Mebarek, a relevé que la personnalité de feu Houari Boumediène se distinguait par trois caractéristiques, le courage et la détermination, l'intelligence et la vision d'avenir et le désintéressement.

Des qualités que l'histoire, a-t-il estimé, «réunit rarement dans la même personne».

Le 6^e colloque sur Houari Boumediène, organisé par l'association culturelle «El Wi'am» de

la commune de Houari-Boumediène, a prévu plusieurs interventions d'universitaires consacrées à la politique extérieure durant la période du président défunt, sa vision des relations internationales, un thème résumé dans un film documentaire projeté pour la circonstance. Une visite dans la maison natale de Houari Boumediène était prévue pour dimanche au lieu-dit El Araara (le genévrier), sur les hauteurs de Béni Aadi, dans la région de Hammam Debagh. Une demeure qui devra être restaurée prochainement, pour un montant de 16 millions de dinars, selon les explications fournies à l'ouverture de la rencontre.

Ammar F.

G. H.

Oran

Ouverture du Salon national de l'artisanat

■ La 2^e édition du Salon national de l'artisanat s'est ouverte samedi soir à Oran, en présence du directeur du développement de l'industrie et la sous-directrice de la promotion de l'artisanat au ministère du Tourisme et de l'Artisanat.

Par Salem K.

Plus de 300 exposants de plusieurs wilayas et 45 représentants des chambres d'artisanat et des métiers et d'associations activant dans le domaine de développement de l'artisanat, en plus d'artisans handicapés, prennent part à cette manifestation qui se poursuivra au Centre des conventions d'Oran (CCO) «Mohamed-Benhamed» jusqu'au 3 janvier prochain.

Organisé sous le patronage du ministère de tutelle, le salon vise à mettre en exergue l'importance économique de l'artisanat, créer un espace d'information et de promotion des produits artisanaux et échanger les expériences entre artisans, selon le directeur de la chambre d'artisanat et des métiers d'Oran.

Initié par le wali d'Oran et la chambre de l'artisanat et des métiers en collaboration avec la direction du tourisme et l'artisanat de la wilaya, ce salon permettra aux artisans de commercialiser leurs produits à l'occasion de la fin d'année et de promouvoir l'artisanat au niveau local, a indiqué Tahraoui Khalid. Dans ce



cadre, les organisateurs ont consacré pour cette édition un espace de 1 680 mètres carrés pour permettre aux artisans d'exposer leurs produits artisanaux dans de meilleures conditions et de faire connaître leur savoir-faire.

Les artisans ont exposé, à travers des stands, des gammes variées de produits de céramique artistique, poterie, bois, vannerie, verrerie, cuivre, maroquinerie, tissage,

broderie et tapisserie, ainsi que des bijoux et habits traditionnels. En outre, des stands étalent des produits agricoles locaux dont le miel, l'huile d'olive, l'olive en conserves, les dattes, du savon fabriqué à base de plantes, des pâtes, du couscous et des gâteaux traditionnels. Les organisateurs ont également réservé un espace aux personnes handicapées dont des sourds-muets et des aveugles qui exposent des

produits de tissage et de macramé. Cette manifestation constitue également une occasion pour dispenser une formation première dans la tapisserie et le tissage au sein d'ateliers encadrés par des artisans.

Pour rappel, la première édition de cette manifestation avait enregistré la participation de plus de 80 exposants et l'affluence de 20 000 visiteurs du pays et de l'étranger.

S. K./APS

Au premier trimestre 2015 à Batna

Près de 1 700 logements sociaux seront distribués

Plus de 1 680 logements publics locatifs (LPL) seront distribués dans la daïra de Batna «au premier trimestre 2015 au plus tard», a affirmé, samedi, le wali Hocine Mazouz.

Les dossiers des demandeurs font actuellement l'objet d'un examen minutieux par la commission de daïra chargée de la distribution de logements sociaux, a déclara-

le wali, en marge de l'inspection de plusieurs projets en chantier dans la ville de Batna.

Le relogement des familles résidant dans des habitations précaires se poursuivra «avec la même ardeur et la même détermination», a ajouté M. Mazouz, rappelant, à ce propos, que 71 familles qui habitaient dans des constructions insalubres datant

de l'époque coloniale, au centre de Batna, ont été relogées jeudi dernier dans des appartements neufs au nouveau pôle urbain Hamla 3.

Le chef de la daïra de Batna, Mohamed Sahraoui, a indiqué pour sa part, dans le même contexte, que 400 autres familles vivant dans des habitations précaires seront progressivement relogées.

Ouaili Y.

Ain Témouchent

La pratique féminine du sport pas assez encouragée

Les participants à une rencontre nationale sur l'encouragement de la pratique du sport féminin ont insisté, samedi à Ain Témouchent, sur la sensibilisation des parents autour de l'importance de la pratique sportive pour les filles.

Des universitaires et spécialistes venant de Djelfa, Laghouat, Alger, Biskra et Ain Témouchent, ont mis également l'accent sur l'implication du mouvement associatif pour «promouvoir le sport féminin», à l'instar de l'association organisatrice de cette rencontre abritée par «le Petit Théâtre» du

chef-lieu de wilaya. L'implication de tous contribuera à un changement du regard de la société à la pratique sportive féminine, qui constitue une contrainte majeure, a-t-on souligné.

Les intervenants ont insisté, par ailleurs, sur l'urgence de multiplier les salles de pratique sportive féminine, ce qui encouragera davantage le renforcement du sport féminin, notamment à Ain Témouchent où seules quelques associations de sport féminin activent, selon M^{me} Amamra Fatima, présidente de l'association de promotion

du sport «Bel Horizon», qui a organisé cette rencontre en collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya.

«L'avis des parents, surtout le père, est très important pour la pratique sportive des jeunes filles», a-t-elle ajouté, signalant que le sport féminin à Ain Témouchent est encore dans une situation de léthargie, en dépit de l'existence de certaines équipes de football et de basket-ball.

Du point de vue religieux, un imam est intervenu, à cette occasion, pour affirmer que

«l'islam n'est nullement contre le sport féminin, qui doit se pratiquer dans le respect des valeurs morales».

Des exemples de sportives ayant réussi à convaincre leurs familles à l'activité sportive ont été présentés à l'assistance, dont ceux d'une joueuse de football et une autre de basket-ball.

En clôture de cette rencontre, des sportives qui se sont illustrées dans leurs spécialités ont été honorées par l'association organisatrice.

Ali O.

Souk Ahras

45 transformateurs électriques à réaliser en 2015

QUARANTE CINQ

transformateurs électriques seront réalisés et équipés dans la wilaya de Souk Ahras, dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'urgence arrêté pour cette wilaya, a-t-on appris samedi auprès de la direction de l'énergie. Ces nouveaux projets «visent à renforcer la fourniture d'énergie électrique et à améliorer les prestations en direction des abonnés», a ajouté la même source, précisant que les travaux de réalisation de 20 transformateurs «ont déjà été lancés». Les services de la direction de l'énergie ont également fait part du lancement en travaux, à Souk Ahras, d'un transformateur électrique mobile (90/30 kilovolts). Par ailleurs, afin de diversifier les sources d'énergie et soutenir le réseau électrique, un projet de réalisation d'une station alimentée par l'énergie solaire a été également entamé dans la commune d'Oued El Kebrit (70 km au sud de Souk Ahras), selon la même source. Erigée sur une superficie de 30 hectares, cette station, première du genre dans la wilaya de Souk Ahras, disposera de cellules photovoltaïques d'une capacité de 15 mégawatts, a-t-on précisé. La station, dont les travaux ont été confiés à une entreprise chinoise spécialisée, sera mise en service la fin de l'année prochaine, a-t-on souligné.

R. R.

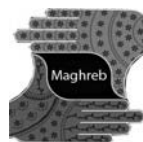
Recrutement de terroristes à Tiaret

Arrestation de deux personnes pour constitution d'une cellule

UN ENSEIGNANT

au centre universitaire de Tissemsilt et un chômeur de Tiaret ont été arrêtés, cette semaine, pour constitution d'une cellule de recrutement de jeunes au profit de l'organisation terroriste autoproclamée «Daesh», a-t-on appris samedi du chef du service police judiciaire de la sûreté de wilaya de Tiaret. L'arrestation s'est opérée par les services de sécurité de la wilaya de Tiaret, après une surveillance des mouvements des deux suspects, qui contactaient des jeunes par téléphone mobile et par internet pour les convaincre à adhérer à l'organisation terroriste, a-t-on indiqué. Les deux inculpés tentaient, à travers le contact dans les mosquées de la wilaya de Tiaret, de former une cellule de recrutement des jeunes de la région pour rallier les rangs de cette organisation en Syrie, a-t-on ajouté. Les deux mis en cause ont été présentés jeudi dernier devant le procureur de la République près le tribunal de Tiaret, qui les a placés sous mandat de dépôt pour «constitution d'une cellule de recrutement au profit d'une organisation terroriste».

Hani Y.



Sahara occidental
Les autorités d'occupation marocaines empêchent un sit-in pacifique

LA POLICE marocaine, en civil et en uniforme, a empêché avant-hier des civils sahraouis d'organiser un sit-in pacifique devant la cour d'appel d'El Ayoun occupée appelant à faire la lumière sur le sort de 15 jeunes disparus depuis le 25 décembre 2005. Les éléments de la police marocaine ont réprimé sauvagement les mères des jeunes disparus, afin de les empêcher de se rassembler devant la cour d'appel d'El Ayoun pour demander à faire toute la lumière sur le sort de leurs fils enlevés par les autorités marocaines depuis 4 ans, dans des conditions qui demeurent confuses. Les familles ont accusé les autorités marocaines d'avoir enlevé les 15 jeunes sahraouis de la ville d'El Aaiun occupée en raison de leur participation à des manifestations pacifiques réclamant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Dans ce sens, un groupe parlementaire d'amitié avec le peuple sahraoui vient de voir le jour en Norvège sous le nom : Groupe des Amis du Sahara occidental, afin de contribuer à la défense du droit à l'autodétermination pour le peuple du Sahara occidental, a-t-on indiqué de source diplomatique sahraouie. Le nouveau groupe se compose d'une dizaine de parlementaires issus de cinq partis politiques (Parti travailliste, conservateurs, chrétien-démocrate, Parti libéral, et le Parti socialiste de gauche). Le nouveau Groupe des Amis a fixé deux objectifs principaux pour son action : faire pression pour la surveillance permanente et indépendante des droits de l'homme dans le territoire du Sahara occidental, ainsi que la défense du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination par le biais d'un référendum supervisé par l'ONU.

R.G./ SPS

Tunisie

Mehdi Jomâa ne sera pas reconduit

■ Le Chef du gouvernement, Mehdi Jomâa, ne sera pas reconduit une deuxième fois, tranche une source au sein du gouvernement tunisien.

Par Lamia.K

En réponse aux nombreuses rumeurs distillées sur plusieurs sites affirmant que la non reconduction du Chef du gouvernement serait due à la pression exercée par plusieurs parties s'opposant à cette éventualité après que ce dernier ait manifesté son intention de se présenter à l'élection présidentielle, une source gouvernementale a démenti catégoriquement ces allégations.

Répétant l'attachement du Chef du gouvernement au respect de l'engagement moral en politique, la même source a ajouté, dans une déclaration à l'agence TAP, que Jomâa a toujours mis en exergue la nécessité de mettre en pratique les clauses de la feuille de route. Et de préciser que le Chef du gouvernement a affirmé auparavant avoir été chargé une fois, et qu'il ne le serait pas une deuxième. Le Chef du gouvernement croit que la démocratie commande l'alternance au pouvoir, a indiqué cette source, concluant que Mehdi Jomâa s'est toujours tenu à égale distance de toutes les parties politiques.

Par ailleurs, la présidente de la Coordination Chahed pour le contrôle de l'élection présidentielle en Tunisie, Leila Bahria, a indiqué que l'observatoire a noté, lors du 2^e tour du scrutin, plusieurs «dépassements graves» qui, toutefois, «n'ont pas d'incidence directe sur les résultats définitifs». «Ces dépassements qui ont été enregistrés principalement dans les circonscriptions de Nabeul 1, Sfax 2, Ben Arous, Bizerte et Monastir, ont trait à la publicité électorale, l'achat des



Ph. DR

voix, le vote collectif, outre la partialité de certains chefs de centres et bureaux de vote», a-t-elle relevé, samedi, au cours d'une conférence de presse.

L'ex-Premier ministre tunisien, Béji Caïd Essebsi, a remporté la présidentielle avec 55,68% des voix, devant le président sortant Moncef Marzouki 44,32% des suffrages. M^{me} Bahria a, d'autre part, ajouté que «le point noir» du 2^e tour de la présidentielle est «la transgression, par certains médias, du silence électoral en

diffusant des sondages d'opinion avant la fermeture du dernier bureau de vote».

Ces médias ont, également, fait de «la propagande politique en faveur de l'un des candidats, faisant fi de la loi électorale et du principe de l'égalité des chances entre les deux candidats en course», a ajouté M^{me} Bahria, citée par la TAP.

Selon elle, la nouvelle assemblée parlementaire doit accorder un intérêt particulier à la question des sondages d'opinion et hâter

la mise en place d'une loi organisant ce secteur. La présidente de la Coordination Chahed a déclaré qu'«il est inutile de mettre en doute les résultats des élections». Ces campagnes de mise en doute pourraient mener le pays à de graves dérapages, a-t-elle mis en garde. Le président sortant Moncef Marzouki a annoncé que la passation des pouvoirs avec le président élu, M. Essebsi se fera demain, 30 décembre, au Palais de Carthage.

L.K.

Libye

L'incendie du terminal pétrolier d'Es Sider affecte désormais cinq réservoirs

L'incendie qui s'est déclaré au terminal pétrolier d'Es Sider affecte désormais cinq réservoirs, a indiqué un responsable militaire libyen. L'incendie a débuté jeudi lorsqu'une roquette tirée par des miliciens de la coalition Fajr Libya (Aube de la Libye) s'est abattue sur al-Sedra, l'un des trois terminaux constituant la région du «Croissant pétrolier», dans l'est de la Libye. «Le feu s'est propagé samedi et a atteint deux nouveaux réservoirs», a déclaré Ali Al-Hassi, porte-parole des gardes protégeant ces sites pétroliers qui avait fait part, la veille, de l'incendie des trois autres réservoirs du terminal d'al-Sedra, dans l'est libyen. Le terminal d'Es Sider, qui comprend au total 19 réservoirs, et celui de Ras Lanouf, qui est voisin, sont paralysés depuis l'offensive lancée il y a deux semaines par les hommes de l'Aube libyenne. Selon des experts, la production de brut dans le pays a baissé à près de 350 000 barils par jour, alors qu'elle atteignait 800 000 b/j avant le début le 13 décembre de l'offensive de Fajr Libya sur le «Croissant pétrolier». La mission de l'ONU en Libye (Unsmil) a condamné l'attaque de ces installations pétro-

lières affirmant dans un communiqué que «le pétrole libyen appartient à tous ses citoyens et constitue une ressource vitale pour le pays». «Outre son impact négatif sur l'économie, l'escalade des violences dans le Croissant pétrolier sapent les efforts menés pour organiser un dialogue politique», a ajouté l'Unsmil, alors que la Libye est dirigée par deux Parlements et deux gouvernements – l'un proche des milices islamistes et l'autre reconnu par la communauté internationale – qui se disputent le pouvoir. Le ministre de l'Intérieur du gouvernement reconnu par la communauté internationale a pour sa part demandé une aide étrangère, tandis que l'Unsmil a réclamé «aux forces présentes sur le terrain de coopérer pour éteindre l'incendie».

L'EI revendique l'attaque à la voiture piégée à Tripoli

Le groupe autoproclamé «Etat islamique» (Daech/EI) a revendiqué l'attentat commis dans la capitale libyenne Tripoli. Une voiture piégée a explosé à Tripoli devant la Direction

générale pour la protection des missions diplomatiques, sans faire de victimes, selon un responsable de la sécurité. Le colonel Mubarak Abu Dhaheer, responsable de cette direction pour le gouvernement Al-Hassi à Tripoli, a indiqué que des hommes non identifiés avaient garé une BMW devant le bâtiment et l'avaient fait exploser par télécommande, causant des dommages matériels à l'immeuble. Le colonel Djaheer a décrit l'explosion comme «un acte criminel qui vise à déstabiliser la sécurité et la stabilité dans la capitale Tripoli, et à cibler la police qui protège les missions diplomatiques». Après avoir revendiqué l'explosion, l'EI en Libye a annoncé son intention de mener des attaques similaires un peu plus tard. Le site internet Manaber, vecteur médiatique de l'EI en Libye, a publié une image de ce qui est décrit comme étant «l'état de Tripoli».

Pour raisons de sécurité, la plupart des missions diplomatiques ont quitté la capitale Tripoli depuis que les forces de l'organisation armée «Aube de la Libye» ont pris le contrôle de la capitale en août.

Fateh J./Agence



Disparition d'avion

Un vol d'AirAsia avec 162 passagers disparaît entre l'Indonésie et Singapour

■ Des recherches en mer étaient en cours hier pour retrouver un avion d'AirAsia qui a disparu entre l'Indonésie et Singapour avec 162 personnes à son bord, parmi lesquelles le copilote français, un troisième drame pour une compagnie aérienne malaisienne cette année.

Par Ali O.

Une douzaine d'heures après la disparition de l'Airbus A320-220 de la compagnie malaisienne à bas coûts AirAsia, aucune trace de l'appareil n'a été retrouvée alors que le crépuscule approche. Les contrôleurs aériens ont perdu le contact avec l'Airbus environ une heure après son décollage de l'aéroport international de Juanda à Surabaya, dans l'est de l'île de Java, à 05h20 locales. Il devait atterrir à Singapour à 08h30 (00h30 GMT). Peu avant la disparition de l'appareil (vol QZ8501), les pilotes ont demandé l'autorisation au contrôle aérien à Jakarta de dévier de son plan de vol en prenant de l'altitude en raison de mauvaises conditions météorologiques, a précisé AirAsia. Les pilotes ont sollicité une «*déviations en raison de la météo, avant que la communication avec l'avion ne soit perdue pendant qu'il était encore sous le contrôle des Autorités indonésiennes du trafic aérien (ATC)*», a ajouté la compagnie. A bord de l'appareil se trouvaient 155 Indonésiens, trois Sud-Coréens, un Français, un Britannique, un Malaisien et un Singapourien, a précisé AirAsia dans une actualisation du décompte par nationalités. «*Le Français était le copilote*», a précisé le porte-parole, J.A. Barata. L'information a été confirmée par le ministère français des Affaires étrangères. L'armée de l'air indonésienne a indiqué avoir dépêché deux avions et un hélicoptère pour effectuer des recherches dans une région dans l'est de Java, au sud-est de Pangkalan Bun, dans la province de Kalimantan. L'Australie a promis de l'aide pour les enquêtes, de même que le constructeur euro-



péen Airbus et le Bureau d'enquête et d'analyse (BEA), l'État de construction de l'appareil étant la France. Concernant les recherches, «*nous n'avons pu détecter aucun signe visuel*», a déclaré un porte-parole de l'armée de l'air indonésienne, Hadi Cahyanto, ajoutant que des bateaux dépêchés dans cette zone étaient toujours en route. «*Le temps est assez bon. Cependant, nous allons être à court de carburant. Et ensuite il fera aussi nuit, les avions vont devoir rentrer à Jakarta*», a-t-il ajouté. Un avion de transport militaire C130 de Singapour a également été dépêché pour participer aux recherches, tandis que la Malaisie

a indiqué avoir engagé des «*moyens militaires*». L'Airbus disparu était exploité par AirAsia Indonésie, une succursale d'AirAsia basée à Kuala Lumpur en Malaisie, qui domine le marché des compagnies à bas coûts dans l'Asie du Sud-Est. Le patron d'AirAsia, Tony Fernandes, a indiqué être en route pour Surabaya, d'où viennent la plupart des passagers : «*Mes seules pensées vont*

aux passagers et à l'équipage», a-t-il écrit sur son compte Twitter.

A Surabaya, une femme de 45 ans a déclaré à l'AFP avoir six membres de sa famille dans cet avion : «*Ils allaient à Singapour pour passer des vacances. Ils ont toujours volé avec AirAsia sans problème. Je suis choquée par la nouvelle et très inquiète à l'idée que l'avion ait pu s'écraser*», a-t-elle dit. L'avion disparu avait fait l'objet

d'une maintenance le 16 novembre, a indiqué AirAsia, qui n'a jamais connu d'accident fatal jusqu'ici.

2014 est d'ores et déjà une année noire pour l'aviation malaisienne avec la perte de deux avions de la compagnie nationale Malaysia Airlines.

Le 8 mars, le vol MH370 disparaissait peu après son décollage de Kuala Lumpur à destination de Pékin, avec 239 personnes à bord. Sa disparition reste inexplicable à ce jour. L'appareil se serait abîmé dans le sud de l'océan Indien, à court de carburant.

Le 17 juillet, un autre Boeing de Malaysia Airlines, assurant la liaison Amsterdam-Kuala Lumpur, explosait en vol, vraisemblablement abattu par un missile pendant son survol de l'est de l'Ukraine. Il transportait 298 personnes, dont 193 ressortissants néerlandais. L'Indonésie, archipel qui dépend beaucoup du transport aérien pour les liaisons entre ses 17 000 îles et îlots, affiche quant à elle l'un des pires bilans en Asie en matière de sécurité aérienne.

AirAsia, gros client d'Airbus, est la plus grande compagnie «*low cost*» d'Asie du Sud-Est. Créée il y a une vingtaine d'années, reprise et relancée par un ancien patron de Time Warner, Tony Fernandes, AirAsia connaît depuis un développement important qui passe par l'acquisition régulière d'avions.

A. O.

Afghanistan

L'Otan termine sa guerre, l'insurrection continue

La force de combat de l'Otan (Isaf) a baissé son drapeau hier, marquant son retrait définitif d'Afghanistan où l'insurrection des talibans ne faiblit pas après 13 années d'intervention militaire de l'Alliance atlantique. Le commandant de la force de l'Otan en Afghanistan (Isaf), le général américain John Campbell, a dressé un bilan positif de l'action militaire de l'Otan dans le pays. «*Ensemble... nous avons élevé les Afghans hors des ténèbres et du désespoir et nous leur avons donné de l'espoir pour l'avenir*», a-t-il dit. L'Otan n'a communiqué les détails de cette cérémonie qu'au dernier moment hier en raison de la menace d'attentats ou d'attaques armées de la part des talibans, qui ont visé la capitale afghane à de multiples reprises ces dernières années. Le 1er janvier, la mission "Soutien résolu" pour l'aide et la formation de l'armée afghane, prendra le relais, avec 12 500 hommes, de la mission de combat de l'Isaf, qui a perdu 3 485 soldats depuis 2001. «*Le chemin à parcourir demeure difficile, mais nous triompherons*», a estimé le général Campbell. Si le drapeau de l'Isaf a été retiré hier à Kaboul, les talibans, de leur côté, ne rendent pas les armes. «*Les 13 années de mission américaine et de l'Otan ont été un échec absolu en Afghanistan. La cérémonie d'aujourd'hui est leur échec*», a dit à l'AFP le porte-parole des insurgés Zabihullah Mujahid. Le porte-parole a également répété les conditions posées par les talibans pour toute négociation de paix. «*Nous*

ne tiendrons pas de pourparlers de paix en présence de troupes de l'Otan en Afghanistan», a-t-il martelé. Les forces de sécurité afghanes, fortes d'environ 350 000 hommes, assurent désormais seules la sécurité face aux talibans, maîtres du pays entre 1996 et 2001. L'Isaf a compté jusqu'à 130 000 soldats d'une cinquantaine de pays en 2011, au plus fort de l'engagement de l'Otan. La cérémonie sera conduite par le général américain John Campbell, commandant de l'Isaf dans l'enceinte fortifiée du quartier général de la force à Kaboul. Aucun autre détail n'avait été rendu public hier matin pour des raisons de sécurité. «*Dans quelques jours, notre mission de combat en Afghanistan sera terminée*», a déclaré le président Barack Obama dans son discours de Noël. «*Notre guerre la plus longue prendra fin de façon responsable*», a-t-il ajouté. Mais les violences récentes, notamment à Kaboul, ont souligné l'impossibilité pour la force internationale de venir à bout de l'insurrection des talibans. Selon les Nations unies, les victimes civiles ont augmenté de 19% en 2014, avec 3 188 morts comptabilisés fin novembre. La police et l'armée afghanes ont subi de lourdes pertes avec plus de 4 600 morts au cours des dix premiers mois de 2014, soit plus de pertes que l'ensemble des pays contributeurs de l'Otan depuis 2001. Depuis 2001, des milliards de dollars d'aide ont été dépensés en Afghanistan par la communauté internationale, mais avec une effi-

cacité relative compte tenu de la corruption endémique. En 2014, l'élection présidentielle qui devait montrer l'exemple d'un pays réconcilié, avec une transition démocratique sans faille, a été marquée par des accusations de fraude et un dangereux face-à-face entre les deux candidats du deuxième tour et leurs partisans. Ashraf Ghani l'a finalement emporté sur son rival Abdullah Abdullah, mais les deux hommes, qui devaient former un gouvernement «*d'union nationale*», ne se sont toujours pas mis d'accord pour nommer de nouveaux ministres trois mois après l'investiture du président. De leur côté, les talibans espèrent profiter de ce vide politique pour rester en position de force en cas d'éventuelles négociations avec le nouveau gouvernement. Les attaques des talibans ces dernières semaines à Kaboul ont visé les domiciles de résidents étrangers, des convois diplomatiques, des bus de l'armée afghane, ainsi que le centre culturel français. L'ancien président Hamid Karzai (2001-2014) a ouvert des discussions préliminaires avec les talibans, mais elles ont échoué l'année dernière. D'ici à la fin 2015, les troupes américaines en Afghanistan vont diminuer de moitié. Fin 2016, il ne restera plus qu'une force résiduelle pour protéger l'ambassade à Kaboul. Les États-Unis vont toutefois continuer à fournir un soutien aérien aux Afghans, et pourraient intervenir directement en cas d'avance rapide des talibans.



Points chauds

Dilemme

Par Fouzia Mahmoudi

Alain Juppé a aujourd'hui, au vu de tous les sondages, de très fortes chances d'être désigné comme le candidat de la droite pour la présidentielle de 2017, au détriment de Nicolas Sarkozy qui avait pourtant fait son grand retour à cet effet. Mais une désignation de Juppé ne pourra avoir lieu que si la primaire organisée par l'UMP était ouverte et non seulement réservée aux militants du parti de droite. Des militants qui désigneraient pour leur part à coup sûr leur grand favori Nicolas Sarkozy. C'est pour cette raison que l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac a réitéré sa demande d'une primaire ouverte au nouveau président de l'UMP. En effet, s'il voit que Nicolas Sarkozy n'a pas l'intention d'ouvrir la primaire à des candidats du Centre, Alain Juppé ira-t-il au premier tour élyséen, a demandé à l'UMP Hervé Gaymard. «*La réponse est oui, clairement*», a répondu celui qui contribue à la préparation du projet de l'ancien Premier ministre. «*Primaire ouverte, cela veut dire deux choses : que tous les citoyens peuvent aller voter sous réserve de signer une charge des valeurs*» et «*dire que tout le monde peut être candidat*». «*Ce n'est pas une menace, il ne faut pas crier avant d'avoir mal*», a nuancé Gaymard. «*Pour l'instant, il nous semble que Nicolas Sarkozy est de très bonne volonté*» sur ce dossier confié au député Thierry Solère, proche de Bruno Le Maire. Mais «*si d'aventure on était dans un système où la primaire ouverte devenait fermée, alors évidemment Alain Juppé prendrait sa liberté*», selon Gaymard. Reste à savoir ainsi quelle position prendra Sarkozy, s'il s'exposera à une primaire ouverte qui pourrait le priver de la course à l'Élysée mais qui serait saluée comme un geste de leader responsable ou s'il décidera d'assurer sa candidature pour 2017 en décidant de laisser les militants UMP seuls choisir leur candidat, c'est-à-dire lui, mais s'exposant à de sérieuses critiques. Nicolas Sarkozy se retrouve ainsi face à un dilemme qui déterminera le reste de sa carrière politique et qui surtout donnera des indications sur les réelles motivations de son retour, qu'il avait assuré être guidé par son désir de servir la droite et ses concitoyens plutôt que pour nourrir une quelconque ambition présidentielle.

F. M.



Une harmonie de différents genres musicaux

Le spectacle «De Séville à Tunis» à Alger

La troupe hispano-maghrébine de musique et danse flamenco-andalouses, «De Séville à Tunis», a animé samedi soir un spectacle plein de rythmes et d'émotions. Cette soirée, qui s'inscrit dans le cadre du Festival international de musique andalouse et musiques anciennes, était une occasion pour revisiter plusieurs genres artistiques avec un parfum d'Andalousie. PH. DRG



Par Abla Selles

La soirée de samedi à la salle Ibn Zeydoun de Riad El Feth était pleine de mélodies, de rythmes et de sensations. En effet, c'est dans le cadre du Festival international de musique andalouse et des musiques anciennes que la troupe hispano-maghrébine «De Séville à Tunis» a animé

un spectacle de haute facture. Il était difficile de trouver une place dans cette salle de spectacles où le public est venu nombreux applaudir la troupe «De Séville à Tunis», un projet artistique dirigé par la chanteuse tunisienne Serine Ben Moussa, regroupant des musiciens espagnols et maghrébins. Puisant son répertoire de

patrimoine musical maghrébin, Sérine Ben Moussa, dont c'est la quatrième prestation en Algérie, a embarqué l'assistance, plus de deux heures durant, dans un voyage à travers le temps et les cultures, interprétant d'anciennes pièces du terroir culturel nord-africain, adaptées au style de musique flamenco. Rosa Angeles Garcia

Clavijo, cantatrice à la voix rauque, assurant le chant dans la langue espagnole, a brillé par sa tessiture et sa puissance vocale, alors que Melisa Calero Caro, danseuse de flamenco, a illustré par la grâce du mouvement et la beauté du geste les envolées phrastiques du guitariste et ses accompagnements rythmiques incitant au déhanchement.

Les Algériens Abdellah Nedjar au piano, Mohammedi Sid Ali à la basse et Abderrahmane Khalfa au cajon et à la derbouka, ont particulièrement brillé de technique et de maîtrise.

L'adaptation de chansons issues du terroir culturel maghrébin aux sonorités et aux rythmes flamenco, dans des arrangements savamment travaillés, a empreint le spectacle de hauteur, dans un esprit festif et plaisant, au grand plaisir d'un public qui s'est délecté et divertit. «La musique, le chant et la danse rapprochent et unissent les peuples, c'est tout simplement magnifique», a relevé une spectatrice.

Chantant sur les rives de la diversité et rendant hommage à la musique andalouse, Serine Ben Moussa redonne de la vigueur à ce lien musical qui a rattaché, des siècles durant, l'Ibérie et le Maghreb et entend véhiculer par ce beau métissage des genres «un message d'amour et de paix».

A. S.

RENDEZ-VOUS culturels

Musée national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie
Jusqu'au 31 décembre : Exposition des artistes calligraphes Taleb Mahmoud et Kour Nouredine.

Musée d'art moderne et contemporain d'Alger
Jusqu'au 31 janvier 2015 : 6^e Festival international d'art contemporain.

Palais de la culture Moufdi-Zakaria
Jusqu'au 31 janvier 2015 : 7^e édition du «Salon d'automne» des arts plastiques.

Galerie d'art Couleurs et Patrimoine
Jusqu'au 10 janvier 2015 : Expo-vente collective sur le thème «Une palette de couleurs».

Institut français d'Alger (Alger-Centre)
Jusqu'au 23 janvier 2015 : Exposition «L'Algérien et la Grande Guerre-Eclats de vie. Grand rendez-vous centenaire de la guerre 14/18», réalisée par les élèves du LIAD.

Musée public national du Bardo
Jusqu'au mois de mars 2015 : Exposition «Pouvoirs des perles d'Afrique» (collection de Tonia Marek).

Patrimoine

Appel à préserver le patrimoine oral local d'Ahellil

Les participants à une rencontre sur le chant Ahellil «Nomenclature et personnalités d'Ahellil», organisée en marge du 8^e Festival culturel dédié à ce genre culturel qui se tient actuellement à Timimoune (Adrar), ont plaidé, samedi, à la préservation de ce genre artistique, en tant qu'art lié intimement au patrimoine local.

Des chercheurs universitaires et anthropologues ont, lors de cette rencontre à laquelle ont pris part des choyoukh d'Ahellil et des associations qui s'intéressent au patrimoine, estimé que «ce genre artistique séculaire exprimant les origines et traditions de cette région, mérite davantage d'efforts

pour sa préservation». Dans sa communication ayant pour thème «La promotion d'Ahellil du cercle local à la classe mondiale», Laïd Djellouli a mis l'accent sur «la nécessaire classification de ce legs immatériel, témoignant l'enracinement de l'identité de la nation».

L'intervenant a suggéré, par souci de faire face aux dangers auxquels est exposé le patrimoine immatériel, le développement d'un important contenu informatif en vue d'encourager la société locale à la protection et l'archivage du patrimoine culturel.

Le chercheur Abdallah Smaili a mis à profit cette rencontre pour mettre en exergue le

travail remarquable du cheikh Adda Mehmi, originaire de la région de Gourrara, dans la préservation d'Ahellil lors de son animation, durant 50 ans, des fêtes et veillées d'Ahellil, jusqu'à sa mort en 1995 à l'âge de 77 ans.

Le D^r Hadj Ahmed Seddik, a, dans son exposé, mis en relief la danse d'Ahellil, à la faveur d'une étude sémiologique, la cohésion du cercle formé par ses exécutants, qui traduit la beauté et la sérénité de la spiritualité des textes chantés, dans une gestuelle cadencée au rythme des voix harmonieuses de la chorale orchestrée par le chanteur.

F.H.

Journées du cinéma et du dessin animé

L'ouverture prévue pour aujourd'hui

La maison de la culture Mouloud-Kacim-Nait-Belkacem de Tissemsilt abrite, à partir d'aujourd'hui, les premières journées du cinéma et du dessin animé, destinées aux enfants dans le cadre du programme d'animation des vacances d'hiver, a-t-on appris auprès du directeur de cet établissement culturel.

Le programme de cette manifestation initiée par la maison de la culture en étroite collaboration avec l'association culturelle du cinéclub «El Hiwar Lakoum» de la wilaya de Chlef, comporte la projection d'une série de films documentaires abondant, entre autres, la vie d'enfants dans le monde, les enfants handicapés et la situa-

tion de l'enfant africain et autres, de sensibilisation sur l'hygiène et les accidents de la circulation, a indiqué Benali Amcha.

Les enfants seront également au rendez-vous avec la projection de dessins animés.

Seront organisés, en outre, des expositions de photos d'enfants africains, de dessins

d'enfants et de collections de papillons.

Cette manifestation culturelle vise à instaurer une culture du cinéma chez l'enfant et le sensibiliser sur des sujets traitant de la santé, de l'environnement, de la sécurité routière et de la nutrition saine.

M.K.

Coup-franc direct



Quelle solution pour la violence ?

Par Anouar M.

La bête immonde refait encore surface dans nos stades qui sont devenus de véritables arènes. Ainsi, encore une fois des incidents ont éclaté à la sortie du match entre le MCEE et la JSK avec des voitures sacagées des supporters kabyles. Le décor était le même à Hassi Messaoud avec des magasins incendiés dans la périphérie du stade qui avait abrité le match entre l'Athlétique local et le RC Arbaâ. On pensait vraiment que les supporters allaient retenir la leçon de la mort du joueur camerounais de la JSK, Ebossé, mais rien de cela ne fût et des énergumènes sont encore là pour nous faire rappeler l'amère vérité qu'il est difficile de faire revenir ces écervelés à la raison. Ces gens ne prendront pas conscience jusqu'à ce qu'il y ait une véritable action pour endiguer ce mal, notamment en allant vers le pénal et en condamnant toute personne qui se rendrait responsable d'un acte de violence. On ne peut à chaque fois fermer les yeux devant ces regrettables incidents qui risquent de rendre la situation plus critique pour le football national qui n'arrive pas à sortir de cet engrenage. Même ces actions entreprises pour soi-disant permettre aux familles de suivre les matches de football ne réussiront pas à faire changer grand-chose, car le problème persiste et il faudra passer à la vitesse supérieure. A. M.

Selon le ministre Tahmi Le stade du 5-Juillet peut accueillir des matches même en pleine rénovation

Le stade du 5-Juillet d'Alger qui sera opérationnel pour la finale de la Coupe d'Algérie de football 2015, ne sera pas fermé lors de la troisième phase de rénovation et modernisation du temple olympique, a indiqué dimanche à Alger le ministre des Sports, Mohamed Tahmi. Le stade du 5-Juillet a été fermé à titre conservatoire en septembre 2013 après la chute mortelle de deux supporters suite à l'effondrement d'une partie du gradin n° 13 lors du derby, MC Alger-USM Alger. Après constat, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a été chargé en collaboration avec le ministère des Sports du suivi technique de l'opération de rénovation confiée à l'entreprise chinoise CSCEC. La rénovation a été scindée en trois phases : la première s'achèvera avant la finale de Coupe d'Algérie, la seconde se poursuivra juste après et prendra fin avant la CAN-2017 dont l'Algérie est candidate à l'organisation, alors que la troisième aura lieu après la CAN-2017. «Le stade restera ouvert et continuera à abriter des matches. Pour les travaux de la 3^e phase, nous allons procéder module par module pour éviter la fermeture des portes de cette enceinte sportive», a déclaré Tahmi à l'occasion de la réception de la première phase de réhabilitation qui a coûté 2 milliards de dinars. La troisième phase consistera en la couverture des

gradins et la réalisation d'une tribune supplémentaire de 16 000 places qui sera érigée au-dessus du «flambeau». Les ministres des Sports et de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, ont effectué samedi une visite de travail sur le site. Un total de 2 268 dalles ont été remplacées avec consolidation de la structure de base sérieusement endommagée par les infiltrations des eaux pluviales. «Au début, on ignorait l'état réel des gradins, ce qui nous a poussés à aller doucement mais sûrement. L'infiltration d'eau a provoqué la corrosion du béton et a fragilisé la structure de base. Un travail minutieusement mené, techniquement parlant, a donné des résultats satisfaisants», s'est félicité Tebboune. Concernant la possibilité d'achèvement des travaux de la deuxième phase avant la finale de «Dame coupe», le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, s'est montré très confiant. «Le stade sera prêt 15 à 20 jours avant la date de déroulement de la finale et il n'est pas question de zapper la finale de Coupe de notre plan de rénovation», a-t-il insisté. Après la pose de dalles, les travaux concerneront «le remodelage des vestiaires, de l'espace médias, des buvettes publiques, des sanitaires, de l'éclairage, des tableaux électroniques, du système de vidéo surveillance et de la billetterie électronique».

Mondial-2015 de handball L'EN bat l'Arabie Saoudite



La sélection algérienne messieurs de handball a battu son homologue saoudienne 27-19 (mi-temps 13-8) samedi en match amical de préparation pour le Championnat du monde-2015, (15 janvier-1^{er} février), à Doha, a-t-on appris auprès de la Fahb. Les handballeurs algériens effectuent un stage de préparation en Slovénie du 19 au 31 décembre courant, avec deux matches amicaux au menu. Le 2^e test devait les opposer à la sélection du pays hôte, la Slovénie, hier. Initialement, les hommes de Réda Zeguili devaient commencer par affronter l'Iran, mais ce match a été finalement annulé en raison de l'absence des Iraniens, remplacés par l'Arabie Saoudite comme 1^{er} sparring-partner. Avant le Mondial-2015, les Verts prendront part au tournoi international de Bercy, du 8 au 10 janvier, qui sera marqué par la présence de la France, de la Macédoine et de l'Argentine. Ce tournoi a été déplacé cette année de Paris à Nantes en raison des travaux de rénovation, en cours à la salle de Bercy. Lors du Mondial-2015, l'Algérie évoluera dans le Groupe C relevé en présence de la France, de la Suède, de la République tchèque, de l'Islande et de l'Egypte.

Les clubs de Ligue 1 professionnelle seront présents en force en huitième de finale de la Coupe d'Algérie de football après la qualification de dix d'entre eux lors des seizièmes de finale et marqués par la qualification historique du CA Kouba et le NRB Achir, deux cendrillons du prochain tour de l'édition 2015.

Anouar M.

Le match phare de ces seizièmes de finale entre le leader de L1 l'USM El Harrach et son dauphin l'USM Alger disputé au stade Omar Hamadi, est revenu aux Usmistes sur le score de 2 à 0 grâce à des réalisations de Chafai et Andréa. De son côté, le finaliste malheureux de l'édition précédente la JS Kabylie a validé son billet pour les huitièmes de finale en éliminant le MC El Eulma aux TAB (4-1) après une égalité parfaite durant 120 min (2-2). La JSK sans entraîneur en chef après la démission de Ciccolini, a mené à chaque fois au score grâce à Youcef Khodja et Aiboud, mais les locaux sont revenus à la marque à deux reprises par Bouzama et Hamiti.

L'ES Sétif a souffert le martyre pour sortir la formation de l'O. Médéa (3-2) dans un match qui a tenu toutes ses promesses. Le doublé de Boulaouidate n'a pas suffi à l'OM pour passer l'écueil du spécialiste sétifien. Le derby oranais entre le MC Oran et l'USM Oran a été largement dominé par les Hamraoua sur le score sans appel de 3 à 0, tout comme la rencontre entre l'Athletic Hassi Messaoud et RC Arbaâ (1-3).

En revanche, le CR Belouizdad, un spécialiste de Dame Coupe, a connu une élimination précoce face à la surprenante équipe du DRB Tadjenant aux TAB (5-6) après 120 min d'égalité (1-1). L'ASO Chlef, mal en point en Championnat de L1 Mobilis, a bataillé dur pour sortir la JSM Béjaïa aux TAB (7-8).

L'USM Cheraga qui espérait rééditer le parcours exceptionnel de son rival la JSM Cheraga, éliminée

Coupe d'Algérie Les pensionnaires de Ligue 1 en force



La JSK a arraché sa qualification face au MCEE

en demi-finale l'an dernier, a vu son aventure s'arrêter en seizième face au NAHD (0-2). Les 16^{es} de finale ont été marqués également par la qualification historique du CA Kouba et le NRB Achir, deux pensionnaires du Championnat inter-régions groupe «Centre-Est». Le CAK (14^e en Championnat) qui se bat pour sauver sa peau de la relégation a sorti non sans mal le MB Hassasna aux TAB (5-4) 0-0 après prolongations. Le NRB Achir, second cendrillon des huitièmes de finale a nettement dominé la formation du NT Souf (3-0). Le CAK et le NRB Achir attendront avec impatience le 4 janvier prochain, date du tirage au sort des huitièmes de finale, pour connaître leurs prochains adversaires respectifs.

A. M.

Résultats complets

des rencontres de Vendredi
DRB Tadjenant-CR Belouizdad 1-1 (DRBT qualifié aux tab 6-5)
ESM Koléa-US Boukhadra 1-0 (a.p.)
MC Saïda-CRB Aïn Fekroun 0-1 (a.p.)
ES Guelma-US Chaouia 0-1
USM Alger-USM El Harrach 2-0
CS Const.-USM Bel Abbès 1-0 (a.p.)
ASM Oran-USM Sétif 2-1
JSM Béjaïa-ASO Chlef 1-1 (ASO qualifiée aux tab 8-7)
Samedi :
Athletic H-Messaoud-RC Arbaâ 1-3
CA Kouba-MB Hassasna 0-0 (CAK qualifié aux tab 5-4)
MC El Eulma-JS Kabylie 2-2 (JSK qualifiée aux tab 4-1)
MC Oran-USM Oran 3-0
CA Batna-MO Béjaïa 0-1
NAHD-USM Chéraga 2-0 (bien 2-0)
NRB Achir-NT Souf 3-0
ES Sétif-O. Médéa 3-2

Le magasin du complexe sportif de Ouargla incendié après l'élimination du AHS

Le magasin du complexe sportif «18 février» de Ouargla, a été incendié à l'issue de la rencontre des 16^{es} de finale de la Coupe d'Algérie de football (seniors) disputée samedi après-midi entre Athletic Hassi Messaoud et le Racing Club Arbaâ, a-t-on constaté sur place. L'incendie s'est déclaré quelques minutes avant le coup de sifflet final du match qui s'est soldé par la victoire du RC Arbaâ (3-1), lorsque des dizaines de spectateurs ont mis le feu dans cette structure relevant du complexe sportif. Plusieurs équipements et matériels ont été détruits suite à cet incendie, ont indiqué des responsables de la Direction de la jeunesse et des sports (DJS). Les services de la Protection civile ont mobilisé 4 camions et plus de 20 éléments dans cette intervention pour maîtriser l'incendie.

MC Alger

Deux matches amicaux au menu

Le MC Alger disputera deux matches amicaux contre des clubs étrangers «à déterminer», lors du stage de préparation prévu à Benidorm (Espagne) du 2 au 12 janvier 2015, a appris l'APS samedi auprès de la Direction du club algérois. «Nous avons prévu deux matches amicaux contre deux clubs étrangers durant ce stage.



Nous sommes en phase de négociations avec certaines équipes pour conclure ces deux rencontres qui vont permettre à nos joueurs de se frotter avec le haut niveau», a affirmé à l'APS le président du conseil d'administration du Doyen, Hadj Taleb. Ce stage hivernal intervient pendant la trêve que va observer le Championnat de L1, prévu entre le 31 décembre et le 17 janvier.

Lors du stage effectué au même lieu l'année passée, le MCA avait donné la réplique aux Belges du FC Malines et aux Néerlandais du FC Utrecht, soldés par deux défaites, respectivement (5-1) et (1-0). «Ce regroupement sera mis au profit par le staff technique pour améliorer la condition physique des joueurs, qui n'est pas au top. Ce sera également une occasion aux joueurs

pour se remettre en question en vue de la phase retour qui s'annonce difficile», a ajouté le responsable mouloudéen. Evoquant le dernier match de la phase aller du Championnat, prévu ce mardi à domicile face au RC Arbaâ, à huis clos, Hadj Taleb a relevé «la nécessité absolue» de l'emporter pour renouer avec la victoire, et mettre fin à la période de disette. «Nous n'avons d'autre choix que de l'emporter face au RCA, au risque de voir notre situation se compliquer davantage. Une victoire ce mardi ferait beaucoup de bien pour l'équipe avant la trêve», a souligné Hadj Taleb. A l'issue de la 14^e journée, le MCA, qui traverse une crise de résultats cruciale, est lanterne rouge avec 11 points.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Béjaïa

Trente maires créent leur association

DES MAIRES de la wilaya de Béjaïa se sont retrouvés avant-hier à Oued-Ghir pour la troisième fois pour tenir une assemblée générale constitutive en vue de lancer leur association. Après les deux premières rencontres de concertation et de débat sur les objectifs de l'association tenues, pour rappel, à Akbou, les 30 maires de Boukhélifa, Ouzellaguene, Souk El-Tennine, Tibane, Akbou, Tizi N'berber, Oued-Ghir, se sont mis d'accord au cours de ce conclave pour mettre en place un bureau provisoire en attendant de terminer les formalités liées à la création

de cette association de wilaya. Le maire d'Ouzellaguene a été désigné porte-parole de cette association qui se veut être «un cadre de débat, de concertation et de proposition pour le développement local», comme nous l'a déclaré, hier, ce dernier. «Nous voulons apporter un plus à nos localités et leurs populations et à la wilaya en général à travers des propositions concrètes et par le débat», a ajouté notre interlocuteur. Il y a lieu de noter que les maires issus du FFS ont boycotté cette rencontre sur «directive de leur parti». H. C.

Tizi Ouzou

Un jeune porté disparu en mer

UN JEUNE âgé de 21 ans est porté disparu en mer depuis vendredi après-midi au large de Tizirt (35 km au nord de la Wilaya de Tizi Ouzou), avon-nous appris auprès de la Protection civile. Les recherches pour le retrouver se poursuivent toujours à l'heure où nous met-

tons sous presse. D'importants moyens de la Protection civile ont été déployés pour retrouver le disparu, originaire du village de Mazer (Tizirt). Il s'adonnait à une partie de pêche à Tizirt avec l'un de ses amis avant de disparaître.

Hamid M.

Accident mortel sur l'autoroute Est-Ouest

Le bilan fait état de 4 morts



MALGRÉ LES dispositifs mis en place par la Gendarmerie nationale pour réguler la circulation, la route tue encore. En effet, un grave accident de la circulation a eu lieu dans la matinée d'hier sur l'autoroute Est-Ouest, à hauteur du village d'Ouled Quali relevant de la commune de Larbatache, a-t-on appris d'une source proche de la Protection civile. La même source ajoute que le drame est survenu à 11h45mn, lorsqu'un véhicule léger de marque Chery type QQ qui circulait sur la voie menant vers la capitale a dérapé avant de percuter de fouet le mur de protection. Les quatre passagers âgés entre 34 et 50 ans sont morts sur le coup, précise notre source. Les éléments de la Protection civile de l'unité de Khemis El Khechna, qui se sont déplacés sur les lieux, ont rencontré d'énormes difficultés à retirer les victimes du véhicule complètement déformé par le

choc. Les victimes ont été transférées à la morgue de l'hôpital de Rouiba.

Une brigade de la gendarmerie a été dépêchée sur les lieux pour constat et l'ouverture d'une enquête pour déterminer les causes exactes de l'accident. L'on avance d'ores et déjà la chaussée glissante, après les quelques pluies qui se sont abattues sur la région, et l'excès de vitesse qui seraient à l'origine de l'accident.

Il est à rappeler que plusieurs accidents ont eu lieu au même endroit, considéré très dangereux pour les automobilistes, notamment le tronçon menant vers Alger. Le dernier accident, sur la même voie, a été enregistré le 28 octobre dernier, dont le bilan fait état de 2 personnes mortes brûlées vives et 5 autres blessés suite à une collision entre un camion et deux véhicules légers.

Ahmed K.

LIBYE

INTENSES COMBATS ENTRE MILICIENS POUR LE CONTROLE DU PETROLE



Loumis

Djalou@hotmail.com

En dépit de leur validité

Des commerçants refusent les coupures de 200 DA

■ Des grossistes et certains détaillants ne veulent pas accumuler ces billets car ils n'ont pas de registre du commerce, ce qui rend difficile l'opération d'échange à la Banque d'Algérie.

Par Slim O.

Des citoyens ont enregistré avec dépit ces derniers jours que les anciennes coupures de 200 dinars, toujours en cours de validité pourtant, sont refusées par des commerçants dans plusieurs villes du pays, ont constaté dimanche des journalistes de l'APS.

A Gué de Constantine, dans la wilaya d'Alger, des grossistes en produits alimentaires (importés et produits localement) ont indiqué à l'APS ne «plus accepter dorénavant les billets de 200 dinars».

Ils ont expliqué qu'ils refusaient les anciens billets de 200 dinars, émis en 1983, que la Banque d'Algérie compte retirer de la circulation le 31 décembre 2014.

Un de ces grossistes précise qu'il n'accepte plus que «ses clients effectuent des paiements avec de coupures de 200 dinars, car il ne reste que quelques jours avant qu'ils ne perdent leur cours légal».

Cet avis est partagé par de nombreux autres commerçants en gros et demi-gros de Gué de Constantine, une des plaques tournantes d'Alger pour les produits alimentaires importés, où la valeur des transactions effectuées quotidiennement en cash est estimée à plusieurs centaines de millions de dinars.

Un seul argument est avancé par ces commerçants pour justifier ce refus d'encaisser les

anciens billets de 200 dinars. «Je n'ai pas envie de m'encombrer avec des billets qui n'auront plus cours dans quelques jours et me retrouver dans l'obligation de me diriger vers les agences de la Banque d'Algérie pour les échanger», souligne un de ces commerçants.

C'est d'ailleurs ce qu'a confirmé un client venu s'approvisionner en divers produits alimentaires, comme les biscuits et les conserves, qui a expliqué «ne plus régler ses achats avec ces billets (de 200 DA)».

Pourtant, un acheteur venu de l'intérieur du pays a sa propre explication de cette situation ubuesque pour nombre de citoyens, pris au dépourvu par ce comportement de commerçants qui refusent d'être payés avec ces coupures de banque.

«Les grossistes et certains détaillants ne veulent pas accumuler ces billets car ils n'ont pas de registre du commerce, ce qui rend difficile l'opération d'échange à la Banque d'Algérie», estime-t-il.

Seuls quelques grossistes de Gué de Constantine acceptent encore des paiements effectués avec ces billets.

La situation n'est pas très différente au marché de fruits et légumes Reda-Houhou (ex-Clauzel), à Alger-Centre, où les avis divergent également.

Explications et assurances de la Banque d'Algérie

Interrogé, un employé de l'agence BADR du boulevard Amirouche a souligné qu'il n'a reçu à ce jour «aucune instruction au sujet des billets de 200 dinars» mais il admet, néanmoins, que des clients sont venus pour les échanger.

«S'il ne s'agit que d'un billet ou deux, on peut les échanger mais lorsque ce sont de grosses sommes on oriente les clients vers la Banque d'Algérie, au boulevard Zighout-Youcef», dit-il.

Même explication d'un caissier de l'agence BNA de la Grande Poste, à Alger. Le banquier affirme que ces coupures seront acceptées par (la banque) jusqu'à la date limite du 31 décembre 2014.

Les détenteurs de ces anciens billets pourront effectuer toutes leurs transactions normalement (achats de produits et de services divers...) jusqu'au 31 décembre 2014, comme ils pourront les échanger sans limitation de montant auprès de toutes les banques à la même échéance, ajoute la Banque d'Algérie.

La Banque d'Algérie indique enfin que le public aura la faculté d'échanger, sans formalité particulière, les billets retirés pendant une période de dix ans à compter du 1^{er} janvier 2015, soit jusqu'au 31 décembre 2024, mais seulement auprès des guichets de la Banque d'Algérie à travers son réseau d'agences ouvertes dans toutes les wilayas du pays.

S. O./APS